

PREFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION
BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

AK/EV

LE PRÉFET DE LA MEUSE,

D.R.I.R.E.

Dossier n° 2473

Arrêté n° 92-3128 du 8/7/92



VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU la circulaire ministérielle n° 90-55 du 18 mai 1990 relative aux rejets toxiques dans les eaux,

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène du 1er juillet 1992,

VU l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976, modifié le 6 août 1984, 24 juin 1988, 7 septembre 1990 et 7 mai 1992 autorisant la Société ICI C et P FRANCE S.A. à exploiter à VERDUN - écart de Baleycourt - une usine de fabrication de produits chimiques,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : La Société ICI C et P FRANCE à BALEYCOURT fera analyser, si possible sur un échantillon journalier moyen représentatif, et pour chacun de ses rejets d'eaux, les concentrations et flux des substances suivantes :

- AOX
- xylène.

ARTICLE 2 : Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire agréé pour l'analyse des eaux en application de l'article 40 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 3 : Les résultats des analyses imposées à l'article premier devront parvenir à l'inspecteur des installations classées pour le 30 septembre 1992 au plus tard.

ARTICLE 4 : Les frais de prélèvements et analyses sont à la charge de l'exploitant.

.../...

ARTICLE 5 : L'entreprise réalisera un bilan de la substance ci-dessous :

- PCB.

Ce bilan comportera les éléments suivants :

- quantité utilisée annuellement
- quantité maximale utilisée journellement
- quantité maximale stockée
- condition d'utilisation des substances
- localisation et évaluation des rejets dans le milieu naturel (eaux superficielles et/ou souterraines, air)
- traitement et destination des déchets.

ARTICLE 6 : Le bilan sera remis à l'inspecteur des installations classées au plus tard le 1er octobre 1992.

ARTICLE 7 :

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

- M. l'Inspecteur des installations classées,

- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de LORRAINE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à titre de notification à l'entreprise et à titre d'information à :

- M. le Sous-Préfet de VERDUN,
- M. le Maire de VERDUN,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

BAR LE DUC, 1e
Le Préfet,

08 JUIL. 1992

Pour ampliation,
Le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation,


Jean-Paul SAGET



Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Christian STEPHAN